

# » 21 QUESTIONS

## » QUESTIONS PARUES DANS LE COURRIER DES ÉLU-E-S. 2011- 2105

### **EMPLOI : 3 questions à Yanic SOUBIEN (paru en 2013)**

Vice-président du conseil régional de Basse Normandie en charge de la formation tout au long de la vie et de l'emploi. Il a présenté lors de l'Assemblée Plénière du 27 septembre 2013 plusieurs actions en faveur de l'emploi.

#### **Le jeudi 03 octobre (2013) était organisé à Caen la première conférence régionale pour l'emploi, quel en a été l'objectif ?**

*Fin juin, j'ai représenté l'Association des Régions de France à la Conférence sociale nationale. De retour, j'ai proposé de décliner en région ce rendez-vous de démocratie sociale pour mobiliser tous les acteurs de l'emploi et de la formation : État, Pôle Emploi, syndicats, patronat, prescripteurs et opérateurs de formation, etc. Ce large partenariat est en effet devenu indispensable pour mettre en œuvre la politique de l'emploi dans notre région. Le fait que l'on ait fait salle comble ce jeudi 3 octobre est donc d'ores et déjà une vraie réussite.*

#### **La Basse-Normandie compte plus de 100 000 chômeurs, soit 10 % de la population active. Que peut faire le conseil régional à ce sujet ?**

*La Région se mobilise fortement avec ses propres objectifs et moyens. Depuis plusieurs années, nous avons créé des politiques de dialogue dans les territoires pour mieux mettre en concordance les besoins et les offres. C'est en effet au plus près des territoires que*

*l'on peut au mieux assurer l'adéquation entre les demandeurs d'emplois et les offres d'emploi et de formation. La région Basse-Normandie a été la première à s'investir dans ce dialogue permanent et la mise en place d'une démocratie sociale au maillage fin. De plus, nous avons refondu une nouvelle politique de formation avec de nouveaux outils, dans le cadre du Service Public Régional de Formation. La Région est aujourd'hui renforcée et légitimée dans son rôle pour accompagner par la formation les politiques de l'emploi.*

#### **Quelles actions sont actuellement menées pour agir au plus vite en faveur de l'emploi des bas-normands ?**

*Le conseil régional, en partenariat avec l'État et les partenaires sociaux, a lancé le plan « 700 offres de formation pour l'emploi », élaboré ces derniers mois et dont l'objectif est de proposer 700 formations adaptées aux emplois non pourvus de notre région. Cela s'inscrit d'ailleurs dans la feuille de route de la conférence sociale nationale. Elle s'engage dans le dispositif emplois d'avenir à plusieurs niveaux : en soutenant les associations qui embauchent des emplois d'avenir, en accompagnant par la formation et l'accès à la qualification les salariés et en recrutant directement des emplois d'avenir à la Région. Enfin, sur le long terme, l'investissement de la Région dans les secteurs d'avenir tels que les énergies marines renouvelables devrait favoriser considérablement la création d'emplois.*

## **BUDGET : 3 questions à Jérôme VIRLOUVET**

Conseiller régional, 1er vice-Président de la commission Finances, personnel et affaires générales.

### **Ce budget sera le dernier budget bas-normand, quels en sont les contours ?**

*Un budget d'équilibriste ! Le contexte national de baisse des dotations de l'État et la volonté du Gouvernement de contenir toute modification fiscale ont des conséquences concrètes sur nos recettes. N'oublions pas que ces dernières années, la décentralisation s'est faite en recentralisant une part des ressources des collectivités locales (fin de la TP, transfert de la Taxe Foncière, etc.). Or, les Régions sont les collectivités les plus impactées par la baisse des dotations, alors qu'elles sont en première ligne sur le front de l'économie. Alors, oui, nous pouvons être fiers d'avoir réussi un exercice difficile, en réduisant nos dépenses de fonctionnement tout en maintenant un niveau élevé d'investissement sans renoncer à nos projets.*

### **Quelle est l'apport des écologistes dans ce travail budgétaire ?**

*Au-delà des politiques menées par les Vice-président-e-s et les conseiller-e-s délégué-e-s qui sont globalement maintenues, le Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) a été orienté en priorité vers les travaux de rénovation énergétique dans les lycées. Pour nous, un bon investissement est un investissement qui permet des économies de fonctionnement et qui participe à la transition énergétique. Dans les lycées, c'est ainsi déjà 575 000 euros qui seront économisés cette année grâce à ces rénovations thermiques.*

### **La réforme des régions apporte-t-elle une solution ?**

*Budgétairement, l'impact de la fusion sera faible, voire à la hausse dans un premier temps puisqu'il y aura un nivellement par le haut des salaires et des politiques. Par la suite, il y aura sans doute des économies. Mais l'aspect financier ne doit pas être le premier moteur de cette réforme, l'objectif est l'efficacité des politiques sur un territoire plus pertinent. Quant à la question des ressources, il est nécessaire que le Gouvernement nous donne les moyens de nos compétences actuelles et futures, sans quoi, même agrandies, les régions resteront de petites régions.*

## **CULTURE : 3 questions à Pascale CAUCHY**

Vice-Présidente chargée de la Culture et du Patrimoine.

### **A quoi ressemble une politique de la culture écologiste ?**

*Depuis 2010 à la Région, je pense avoir imprimé une vraie marque écologiste dans les politiques culturelles. Déjà, en faisant la promotion de la culture de chacun de nous, considérant ainsi que chaque individu est un être culturel. Ensuite, j'ai eu à cœur de lier la culture et la proximité, en déconcentrant le regard - et les moyens ! - sur l'ensemble du territoire de la Région, puis en créant les conditions d'un dialogue ouvert et partagé avec les acteurs, comme avec la « commission festivals » (1). Enfin, je relie également la culture aux autres politiques publiques : emploi, formation, santé, environnement, démocratie, etc. La culture pour moi c'est une scène ouverte sur le monde.*

### **La culture est donc aussi un vecteur de développement des territoires ?**

*Oui, nous menons ainsi des expérimentations en milieu rural avec deux communautés de communes (Athis et Orival) qui ont pensé avec les habitants un Agenda 21 et mis en place un projet culturel. L'idée est de montrer que la culture est un élément important du développement local. Cela poursuit le travail engagé par les cinq relais culturels qui apportent un soutien effectif aux artistes, par l'accueil de résidences qui font rayonner la culture dans tous les territoires.*

### **Quelles sont les autres mesures que tu as menée depuis 2010 ?**

*J'ai par exemple mené un audit des treize plus grosses structures régionales que nous soutenons, cela a pris du temps mais au final nous avons réussi à gagner en cohérence et en efficacité sur les missions, la proximité et les moyens. Par exemple : trois associations ont été regroupés dans un Établissement Public (la Fabrique de Patrimoine), deux associations fusionnées en une (le FAR, l'Agence Musicale régionale). Enfin, via la Commission festivals, il y a eu aussi une nouvelle charte de l'éco-citoyenneté des festivals qui permet là aussi de relier développement durable et culture.*

## **ESS : 3 questions à ERRARD**

Conseillère régionale déléguée

### **En quoi est-ce important que la région mène une politique de l'ESS ?**

*L'économie Sociale et Solidaire (ESS) regroupe les entreprises (SA, SCIC), les associations qui travaillent de manière plus ouverte (coopératives, mutuelles) qui ajoutent à leur travail des valeurs fortes (écologie, solidarité, etc.) au traiteur bio, du service de nettoyage, au chantier d'insertion, l'ESS offre une variété de structures dans une grande diversité d'activités. Leur point commun est de créer des liens, de sens et un lien personnel avec le territoire, en plus de la richesse humaine de ces entreprises. Elles sont soutenues, dans leur fonctionnement, par les pouvoirs publics, qu'elles répondent à des besoins sociaux mais aussi parce qu'elles créent des emplois durables et non délocalisables.*

### **La Région a donc des ambitions politiques ambitieuses ?**

*Une nouvelle politique de l'ESS était une mesure de l'agenda de mandature EELV-PS. Elle a été tant respecté avec un budget de 10 millions d'euros en 2013 et de 30 millions en 2014. Il s'agit de soutenir un secteur qui est dans notre région plus développé que dans d'autres ! Déjà, nous agissons sur le territoire de cette économie, en soutenant le circuit court de la finance, en soutenant aussi évidemment les structures existantes (CRESS, Basse-Normandie Agence) ayant aussi de faire rayonner dans tous les secteurs.*

### **L'ESS prend donc de l'importance en Basse-Normandie ?**

*Comme toute l'économie, elle prend de l'importance, mais sa force est de proposer une alternative de ce système économique existant. En juin, nous avons lancé une opération auprès des lycées pour sensibiliser les jeunes décrocheurs à une autre forme d'économie possible qui crée des emplois et permet de vivre dans un monde différent du capitalisme a gagné mais qui ne fonctionne pas aussi bien, voire ne fonctionne pas du tout. C'est la solution miracle, l'ESS est la seule possible de penser une économie durable.*



s à Sylvie

ée à l'ESS

portant qu'une  
politique ESS ?

Solidaire regroupe  
(SCOP, etc.) et les  
nt sous une forme  
(mutualiste) et/ou  
il un sens éthique  
(etc.). De la banque  
e à la personne au  
est d'une grande  
tous les domaines  
mun : la création de  
profond avec le ter-  
esse produite. Une  
s appellent à être  
tionnement ou leur  
oires publics, parce  
s besoins sociaux  
créent des emplois,  
bles.

éveloppé une  
pour l'ESS ?

mbitieuse en faveur  
e phare du contrat  
C'est pour l'ins-  
dget de 1,2 mil-  
oit une augmenta-  
Ce n'est pas trop.  
ecteur qui emploie  
e 12% des salariés  
le financement de  
enant une sorte de  
e. Nous soutenons  
ctures encadrantes  
tive, etc.), en es-  
onner l'ESS dans

e l'ampleur en

l'ESS subit la crise  
oser une sortie cré-  
mique de crise per-  
ons renouvelé notre  
ns. Il paraît indispen-  
uvent qu'il y a une  
ossible, et qui existe,  
ut-être le leur. Nous  
où on pense que le  
l'autres formes éco-  
e coopération fonc-  
nieux. Sans que ce  
SS montre qu'il est  
onomie avec du sens.

## JEM : 3 questions à François DUFOUR

Vice-Président chargé de l'agriculture

**Les Jeux Équestres Mondiaux se sont achevés il y a déjà deux mois, quel bilan pouvons nous en tirer ?**

*Ce fut un grand moment, pour tous les bas-normand-e-s mobilisé-e-s : bénévoles, organisateurs, entreprises et bien sûr sportifs et partenaires. On ne vit ce type d'évènement que trop rarement, il a fallu en profiter. La Normandie s'est trouvée emportée dans l'élan, je pense ça a fait du bien à tout le monde. Enfin, nous avons tous découvert des disciplines sportives, belles et impressionnantes.*

**Il y a eu des critiques sur l'organisation, la faible popularité des jeux ou leur manque d'éco-exemplarité.**

*Par nature, les Jeux Équestres allaient être moins populaires que tout autre évènement. Malgré tout, beaucoup de normands y ont pris part notamment grâce à ce qui a été organisé à côté de la compétition qui a bien complété le programme officiel. Sur l'organisation, les couacs ont pu être pénibles à vivre : je pense au concours complet au Haras, c'est vraiment dommage. De plus, l'éco-exemplarité que nous avons, nous écologistes, portée, à été présente mais trop discrètement. Nous avons toutefois déjà obtenu la garantie du moindre impact sur les milieux naturels, notamment à la Prairie à Caen.*

**Et après, quels impacts auront ces jeux sur la région ?**

*Déjà, cela a permis de faire vivre le lien entre la Normandie et le cheval. Personne ne peut dorénavant ignorer que nous sommes LA région équestre ! d'où le souci de la préserver face, par exemple, à une méga-décharge. Le cheval est aussi sorti du folklore. Au-delà du sport, c'est une vraie économie qui génère 1,1 milliard d'euros de chiffre d'affaire et 12.500 emplois dans notre région ! C'est bien sûr un secteur que nous soutenons fortement : création du Pôle hippique à Saint-Lô, soutien continu au pôle de compétitivité Hippolia, à la fondation de recherche et à différents équipements (Haras du Pin, centre d'entraînement de Dragey-Ronthon, etc.). A l'heure du croisement des défis énergétiques, climatiques, sociaux et économiques, le cheval apparaît comme une petite pierre en plus dans l'édifice des solutions.*

## Normandie : 3 questions à Clara OSADTCHY

Présidente de groupe (2012-2014)

**Le 1er Ministre a annoncé la réduction du nombre de régions. Est-ce une bonne nouvelle ?**

*Oui, car la décentralisation et/ou la régionalisation de notre pays n'a pas été achevée. Nous avons éparpillé depuis 30 ans des responsabilités à tous les échelons pour tous les ménager (et leurs élus). Ainsi, aujourd'hui tout le monde remet en question ce mille-feuilles territorial mais personne ne veut supprimer sa feuille ! Si les conseils départementaux sont supprimés et les régions renforcées dans leurs compétences comme dans leur dimension, ce sera un grand pas pour une action locale plus claire, cohérente et efficace. François Hollande avait promis un acte III de la décentralisation dans sa campagne ; d'abord abandonné, il revient ici, certes tardivement, pour entamer l'écriture d'une nouvelle et importante page. Là dessus, au moins, on aura avancé...*

**Diviser le nombre de région est proposé comme une mesure d'économie, est-ce une bonne entrée ?**

*Cette réforme ne doit pas être une mesure d'austérité. Déjà, parce qu'elle ne fera pas économiser beaucoup d'argent. Bien gérées, les régions ne coûtent pas cher à notre pays ! Surtout, ce n'est ni la question de leur nombre ni même celle de leur périmètre qui importe mais leurs compétences et les moyens juridiques et financiers qui vont avec. Pour nous écologistes, l'enjeu majeur est la capacité de régions plus fortes à faire levier pour une vraie transition écologique et sociale. Là dessus, les premières informations que nous avons sur le futur projet de loi vont dans le sens du renforcement des régions avec des compétences complètes et exclusives (transport, développement économique, formation, etc). Mais au delà, ce qui importe est que cette réforme soit l'occasion d'une véritable refondation démocratique entre la commune et l'Etat.*

**La fusion avec la Haute-Normandie est présentée comme une évidence, le débat sera t-il ainsi facilité dans notre région ?**

*La fusion avec la Haute-Normandie a du sens sur le plan historique et économique. De nombreuses coopérations et politiques publiques communes existent déjà entre nos régions : nous ne pouvons qu'être favorables à leur renforcement. Nous avons entendu d'autres propositions, comme élargir notre future région à d'autres territoires comme la Picardie. Recherchons ce qui a du sens, comme notre proximité avec les bassins de vie du Maine ou encore de l'Eure et Loir. Sachant que l'essentiel reste pour nous la place d'un vrai travail démocratique avec la population, et le fait de rester dans un souci de proximité auprès des citoyens. Personne ne doit se sentir mis à l'écart.*

## Energie. 3 questions à Marine LEMASSON

Conseillère régionale déléguée à l'énergie.

### A quoi ressemble une politique régionale de l'énergie dans la région la plus nucléarisée du monde ?

*Une politique régionale de l'énergie est indispensable dans toute région, mais encore plus particulièrement dans la notre, justement parce que la Basse-Normandie a été par le passé sacrifiée à l'atome. Nous, écologistes, portons l'idée que la transition énergétique, la sortie du nucléaire, doit se faire en répondant aux besoins sur l'ensemble du territoire avec les ressources les plus locales possible: production et consommation au plus près de la ressource ! Ce sont tous ces petits pas d'aujourd'hui qui rendront pour demain la sortie du nucléaire possible: réduction des consommations (rénovation des logements, transports durables, process industriels, ...) et production renouvelable (méthanisation, éolien, hydrolien, solaire thermique, power to gas, réseaux intelligents, ...). Nous sommes en phase d'amorçage et préparons la massification. Nous ne voulons pas faire des travaux pour obtenir seulement une labellisation et compter les maisons BBC, mais bien pour réduire la consommation d'énergie du territoire. Idem pour la production d'énergie renouvelable : nous souhaitons tirer le maximum des potentialités locales, écologiquement, économiquement et socialement. Mais nous ne voulons pas d'un feu de paille ! Nous travaillons donc à donner un avenir durable à ces objectifs. C'est le sens de la charte bois-bocage votée lors de la dernière plénière, ou l'accompagnement des territoires en transition (et particulièrement des citoyens qui s'impliquent), mais aussi du travail initié sur le tiers financement des rénovations des logements privés. Parce que la transition énergétique, pour moi, élue écologiste, cela doit être partout, et accessible à tous.*

### Quelles sont les actions menées au bénéfice des habitants dans le cadre de cette politique ?

*Nous souhaitons répondre aux besoins immédiats et à long terme des habitants et des entreprises de la région. Ainsi, lors de la plénière de décembre, j'ai présenté un nouveau dispositif de chèque éco-énergie qui bénéficiera à 3000 foyers bas-normands pour des audits énergétiques et des travaux d'économie d'énergie. Ces aides compléteront la politique Habitat Solidaire et Durable qui a comme objectif la rénovation BBC de 400 logements et la montée en compétence des entreprises du bâtiment. Elle devrait rapidement prendre une nouvelle ampleur, notre objectif étant d'atteindre 4000 rénovations de logements privés par an d'ici 2020, 10 000 logements en tout par an si l'on compte les rénovations engagées par les bailleurs sociaux. Cette po-*

*litique a l'objectif d'accompagner et de construire une filière artisanale locale compétente sur la rénovation énergétique, seul gage de conserver ces entreprises et ces emplois locaux, malgré la concurrence des majors du bâtiment ou de l'énergie. Elle pourra ainsi réaliser nos objectifs ambitieux.*

### Quelles sont les pistes futures à développer ?

*Si nous nous satisfaisons que les énergies marines renouvelables deviennent, à la place du nucléaire, l'aventure industrielle de notre région, nous devons veiller à l'équilibre avec d'autres sources d'énergies renouvelables (l'éolien terrestre par exemple) mais aussi avec des politiques territoriales non centralisées, certainement moins « voyantes » mais plus efficaces. J'ai fait voter une politique de « territoire en transition énergétique » pour une autonomie maximale qui oblige au développement de projets citoyens. Autre défi : la poursuite de l'amélioration de l'efficacité des énergies renouvelables et la construction d'une gestion territorialisée et intelligente de l'énergie. Comme sur beaucoup de sujets, il n'y a pas de solution miracle en matière d'énergie, mais un bouquet d'actions à mettre en œuvre suivant les spécificités locales. C'est ce que j'essaie de faire à la Région, au quotidien.*

## » INFOS



## » ELUS-BASSE-NORMANDIE.EELV.FR